

L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale

Proposition de plan de composition

Accroche

Je propose de commencer par un célèbre article de Pierre LABORIE dans la revue *Esprit* en janvier 1994 et intitulé « Historiens sous haute surveillance »

- Présentation rapide du contenu de l'article
- Présentation rapide de Pierre LABORIE : historien français décédé le 16 mai 2017, spécialiste de l'opinion publique sous le régime de Vichy et de l'histoire des mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France de 1945 à nos jours (*une présentation de sa carrière avec des entretiens est disponible dans le Pearltrees du chapitre*).

Analyse des termes et des bornes chronologiques du sujet

- **Les historiens**, tels que Pierre LABORIE ont pour métier d'étudier le passé à partir d'archives, et en mobilisant une méthode scientifique.
- Leur activité professionnelle se distingue donc de la **dimension mémorielle** qui relève plutôt du souvenir subjectif du passé.
- Cette dichotomie est d'autant plus importante que la **Seconde Guerre mondiale** a été un événement traumatique pour la société française qui, sous l'autorité d'un occupant ennemi, est entrée dans une situation de quasi guerre civile (les résistants tuent des collabos, les collabos tuent des juifs... pendant que les attentistes essaient de rester discrets). Or, cette situation de guerre civile s'est ensuite poursuivie après la guerre dans le domaine mémoriel et a donné lieu à une multiplicité de mémoires **de 1945 à nos jours**.
- D'où la problématique suivante...

Problématique

- Comment les historiens se positionnent-ils par rapport aux mémoires de la 2de GM ?
- Quel rôle les historiens ont-ils joué dans l'évolution des mémoires de la 2de GM de 1945 à nos jours ?
- Et d'ailleurs, les mémoires ont-elle pu influencer le travail des historiens en devenant progressivement un objet d'histoire ?

Annonce du plan

1. Le temps de la mémoire officielle peu favorable à l'objectivité du travail des historiens
2. L'historien face à l'éclatement mémoriel
3. Vers une analyse historienne du phénomène mémoriel

I. Le temps de la mémoire officielle peu favorable à l'objectivité du travail des historiens

1. Dans l'immédiat après-guerre, l'État impose une vision « résistancialiste » de la Seconde Guerre mondiale

- Commencer avec ce proverbe africain qui explique que « *les gazelles n'auront pas d'histoire tant que ce sont les lions qui l'écrivent* » et faire le parallèle avec la situation de la Seconde Guerre mondiale.
 - A la présidence du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) de 1944 à 1945, puis à la présidence de la Ve République de 1958 à 1969, le Général de Gaulle impose sa vision de l'Histoire, en quelque sorte, son **récit national**, qui valorise la contribution de la Résistance dans la Libération de la France.
 - Cette vision de l'Histoire s'impose d'autant plus facilement qu'elle convient à la majorité de la population qui se complaît dans cette lecture héroïque de l'Histoire nationale alors qu'une proportion au moins équivalente de la population française était collaborationniste et que la majorité était en fait composée d'attentistes.
- Plusieurs éléments ont contribué à la construction d'une telle mémoire :
 - Dès 1946, une loi institue une journée de commémoration de la victoire de 1945, chaque 8 mai qui correspond à la date de la capitulation de l'Allemagne.
 - De 1947 à 1953, une série de lois d'amnistie est adoptée afin de favoriser la réconciliation nationale et stopper la période d'épuration au profit de la reconstruction. Cependant, cette décision entraîne aussi une logique d'oubli, ou du moins d'enfouissement de la mémoire de la collaboration.
 - Le 18 juin 1960, le général De Gaulle inaugure le Mémorial de la France combattante au Mont-Valérien
 - *Pourquoi le Mont-Valérien ?* Forteresse au nord de Paris où les nazis ont exécuté plus d'un millions de résistants pendant la Seconde Guerre mondiale ; Dès 1946, 15 corps de combattants de la Seconde Guerre mondiale y sont inhumés, représentant chacun une catégorie de « combattant » : Résistants, FFL, FFI, combattants de 1940, combattant d'outre-mer, etc.
 - En 1964, les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon, introduit par le [discours historique d'André Malraux](#), ministre de la Culture et ancien Résistant qui se termine ainsi : « *Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé. Ce jour-là, elle était le visage de la France* ».

Transition : Difficile dans ces conditions d'exercer un travail d'histoire serein et objectif. Et pourtant, cela ne signifie pas qu'il n'ai pas existé...

2. Des historiens majoritairement silencieux ou au service d'une mémoire officielle

- Il convient tout d'abord de rappeler que l'historien est un homme de son temps et que, comme pour le reste de la population française, certains se sont engagés dans la Résistance tandis que d'autres ont pu collaborer :
 - MARC BLOCH par exemple, malgré son âge (53 ans), s'est porté volontaire pour combattre dans l'armée française en 1939, avant d'être exclu de la fonction publique par le gouvernement de Vichy car juif. Il décide alors de s'engager dans la Résistance dans la région lyonnaise avant d'être arrêté par la Gestapo et fusillé en 1944.
 - André CASTELOT à l'inverse a participé à *La Gerbe*, journal politique et littéraire collaborationniste, a été le chef de la rédaction parisienne de l'*Echo de Nancy*, quotidien de propagande allemand, mais aussi à des actualités filmées de propagande à la gloire du maréchal Pétain... il est pourtant acquitté à la Libération et commence une carrière d'« écrivain d'Histoire » comme il le dit lui-même.
- Un Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale est créée en 1951 et dirigé par l'historien Henri Michel... mais il s'agit d'une institution initiée par l'État par la fusion de :
 - la commission d'histoire de l'occupation et de la Libération de la France créée en 1944,
 - le comité d'histoire de la guerre créé en 1945.

Il convient de noter que ce comité est devenu l'IHTP en 1978 et que cet institut existe toujours. Bien que ce comité se soit attelé au recensement des internés, déportés, fusillés et victimes civiles, ses principales publications portent essentiellement sur la Résistance et la Libération, mais assez peu sur la collaboration et la déportation.

- Bien qu'il ne soit pas historien, l'ouvrage de Robert Aron sur l' *Histoire de Vichy* (1954) est assez révélateur de la période. Dans cet ouvrage, l'écrivain cite, sans forcément la faire sienne, la théorie du « glaive et du bouclier » selon laquelle Philippe Pétain aurait été le bouclier des Français pendant la Guerre et le général de Gaulle le « glaive ».
- Il ne faut cependant pas surestimer l'importance de cet ouvrage à l'époque ; il connaît en fait une renommée plus tardive lorsqu'un autre historien en contestera le contenu pour mieux avancer ses propres recherches.

Transition : Cette situation évolue à partir de la fin des années 1960 en raison d'une évolution du contexte mémoriel.

II. L'historien face à l'éclatement mémoriel

1. A partir de la fin des années 1960, un nouveau contexte politique et social favorise la remise en cause du récit national

- D'un point de vue politique, il s'agit tout d'abord du départ du général De Gaulle en 1969 (puis sa disparition en 1970) et du déclin du Parti communiste (le parti des « 75 000 fusillés ») qui signent l'atténuation de la période dite du « résistancialisme ».
- Cette situation facilite l'émergence d'autres mémoires de la Seconde Guerre mondiale
 - Mémoire de la Déportation : avec le procès d'Adolf Eichmann en Israël en 1961 et la sortie du film *Shoah* de Claude Lanzmann en 1985.
 - Mémoire de la Déportation pour motif d'homosexualité : avec la publication du témoignage de Pierre Seel en 1994

2. ... qui favorise l'apparition d'une nouvelle génération d'historiens nés après la guerre

- En France, c'est le cas d'un historien tel que Jean-Pierre AZEMA qui est devenu l'un des meilleurs historiens du régime de Vichy et de la Résistance et dont le premier ouvrage, *La Collaboration*, est édité en 1975.
Or, sa spécialisation n'est probablement pas étrangère au fait qu'il soit le fils d'un célèbre collaborationniste, Jean-Henri Azéma, qui :
 - A été la voix du gouvernement de Vichy sur *Radio Paris*,
 - S'est engagé dans la Waffen-SS en 1944 à l'approche des Alliés.
 - A la fin de la guerre, il s'enfuit en Argentine. Amnistié en 1970 par le président Georges Pompidou, il revient à la Réunion en 1978 et meurt en 2000 après avoir tardivement reconnu qu'il s'était trompé pendant la guerre.
- Mais Jean-Pierre AZEMA a surtout été, avec Michel WINOCK, l'historien chargé de relire l'ouvrage de Robert Paxton intitulé *La Franche de Vichy* (1973) qui constitue une véritable rupture historiographique en rappelant les responsabilités du régime de Vichy dans la Collaboration, voire son zèle.
 - Il convient de noter que sa nationalité américaine et son statut d'universitaire lui ont permis de se détacher de la mémoire résistancialiste.
 - Par ailleurs, cet ouvrage a été possible grâce à la consultation d'archives allemandes conservées aux États-Unis (les télégrammes et notes envoyés par Vichy à Berlin)... faute d'accès aux archives françaises à l'époque.

Transition : Cette avancée historiographique a contribué à libérer le travail des historiens français

III. Vers une analyse historique du phénomène mémoriel

1. Des historiens de plus en plus confrontés à la problématique mémorielle

- Face à la multiplication des revendications mémorielles (des juifs, des tziganes, des malgré-nous, etc.), l'historien est régulièrement convoqué afin de légitimer une demande. C'est notamment le cas d'une historienne telle qu'Annette Wieviorka :
 - petite-fille de déportés juifs polonais arrêtés à Nice et morts à Auschwitz,
 - spécialiste de l'histoire du génocide des Juifs d'Europe et auteur d'une thèse intitulée *Déportation et génocide, entre la mémoire et l'oubli*.
 - Mais aussi membre de la mission Mattéoli (1997) sur la spoliation des Juifs pendant l'Occupation qui a fait plusieurs propositions sur l'indemnisation et le travail de mémoire.
- Parfois, l'historien est d'ailleurs plus directement convoqué dans les prétoires, notamment lors des procès d'anciens collaborationnistes qui se sont tenus en France durant les années 1990. Ainsi, Robert Paxton a accepté d'être convoqué en tant que témoin au procès de Maurice Papon en 1997, tandis qu'Henry Rousso a refusé de s'y rendre :
 - Car il refusait le statut de témoin et préférait celui d'expert,
 - Car il redoutait que son expertise soit manipulée par la justice au service de la condamnation alors qu'il ne s'agit pas, selon lui, de son rôle en tant qu'historien.
- D'autres historiens se sont quant à eux volontairement engagés dans une démarche militante, tel que Pierre Vidal-Naquet qui, bien qu'historien de l'antiquité, signe en 1981 un ouvrage intitulé *Les Assassins de la mémoire, Un Eichmann de papier*, en réponse aux propos négationnistes qui se multiplient :
 - Louis Darquier de Pellepoix, directeur du commissariat général aux questions juives sous le régime de Vichy exilé en Espagne, déclare dans une interview à *l'Express* en 1978 : « *Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux* ».
 - Robert Faurisson devient à partir des années 1970 le chef de file des négationnistes en France.

Transition : Autant d'exemples qui montrent que les historiens français ne restent pas indifférents aux problématiques mémorielles et qu'ils jouent un rôle non négligeable dans leur développement... jusqu'à en faire un objet dont on peut écrire l'histoire.

2. ... qui finissent par transformer la mémoire en objet d'histoire

- A partir de la fin des années 1980, certains historiens prennent conscience de la nécessité de prendre leurs distances par rapport aux problématiques mémorielles en revenant aux fondamentaux de leur métier d'historien.
 - C'est le cas d'Henry Rousso qui dans *Le Syndrome de Vichy* (1987), puis dans *Vichy, un passé qui ne passe pas* (avec Eric Conan, 1994) propose une des premières analyses historiques des mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France. Cet historien est d'ailleurs à l'origine du néologisme « résistancialisme » pour désigner le mythe développé par les gaullistes et communistes selon lequel les Français auraient majoritairement résisté durant la Seconde Guerre mondiale.
 - C'est également le cas de Pierre Laborie qui dans *Le Chagrin et le Venin* (2011) revient justement sur les mythes de la Résistance et de l'Occupation dans l'imaginaire français en montrant qu'il n'y avait pas de mémoire héroïque dominante de la Résistance avant 1970, sauf en deux brefs moments : autour de la Libération et du retour de De Gaulle au pouvoir. C'est bien plutôt depuis *Le Chagrin et la pitié* (1971) que se déploie une mémoire qui enfouit la réalité des attitudes et comportements des Français sous l'image d'un pays majoritairement peuplé d'attentistes, de lâches.

Conclusion

- RAPPEL DE LA PROBLÉMATIQUE : Comment les historiens se positionnent-ils par rapport aux mémoires de la 2de GM ? Quel rôle les historiens ont-ils joué dans l'évolution des mémoires de la 2de GM de 1945 à nos jours ? Et d'ailleurs, les mémoires ont-elle pu influencer le travail des historiens en devenant progressivement un objet d'histoire ?
- PROPOSITION D'OUVERTURE...